

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

**Supplément
au N° 548
1er Mai 2023**

1^{er} mai 2023

La lutte du prolétariat n'a qu'une seule signification: elle défend les intérêts immédiats et futurs exclusivement de la classe prolétarienne!

Depuis des décennies, tous les syndicats et tous les partis «ouvriers» sont voués à la collaboration de classe.

Dès la fin de la deuxième guerre impérialiste mondiale, nous avons appelé «tricolores» les syndicats qui s'étaient reconstruits parce que comme les syndicats fascistes, leur caractéristique fondamentale était, et est toujours, d'être les porte-parole des revendications du capitalisme dans les rangs de la classe ouvrière et que leur fonction spécifique était, et est toujours, de servir d'intermédiaire entre les revendications capitalistes (au niveau de l'entreprise et au niveau national) et les revendications immédiates du prolétariat. Leur politique était, et est toujours, d'adapter les revendications des travailleurs à la fois aux besoins des entreprises individuelles et aux exigences nationales du pouvoir bourgeois. Pour appliquer efficacement cette politique dans un régime démocratique, il n'y a pas d'autre système (mis à part celui utilisé par le fascisme, c'est-à-dire la destruction violente des syndicats ouvriers et leur remplacement par le syndicat unique fasciste) que la **collaboration de classe**, qui consiste à faire croire au prolétariat, affaibli par la défaite historique de sa lutte révolutionnaire et le remplacement de ses traditions de classe par le démocratisme, que le moyen d'améliorer ses conditions de vie et de travail est de se soumettre aux exigences du capital, au niveau de l'entreprise et au niveau national, tant sur le plan économique que politique, en **dialoguant** avec les patrons et leur État.

Les exigences principales du capital sont de faire travailler les ouvriers de la manière la plus productive possible et de les payer le moins possible. Tout capitaliste agit nécessairement sur le marché où il est face à la concurrence d'autres capitalistes; il poursuit donc ces objectifs pour réaliser son profit et battre la concurrence; mais pour les atteindre, il doit disposer de la quantité nécessaire de travailleurs à exploiter et

de leur adhésion (convaincue ou forcée) à répondre aux besoins de son entreprise. Comme chacun sait, dans la société capitaliste, le travailleur salarié est un **prolétaire** car il ne possède que sa force de travail individuelle qu'il est obligé de vendre aux capitalistes pour recevoir un salaire afin de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille; être prolétaire ne signifie pas seulement être sans réserve, cela signifie aussi rendre sa vie complètement dépendante du travail que le capitaliste donne ou ne donne pas.

Les capitalistes possèdent tous les moyens de production pour employer la force de travail, naturellement selon l'organisation du travail la plus productive possible; et en vertu de leur pouvoir économique et politique, ils s'approprient la totalité du produit de chaque cycle productif. En pratique, ils ont entre leurs mains la vie de tous les prolétaires des villes et des campagnes. Le véritable pouvoir des capitalistes réside précisément dans cette domination; pouvoir qui est renforcé par cet organe politique particulier qu'est l'État dont la fonction première est la défense des intérêts, généraux et particuliers, des capitalistes tant contre la concurrence étrangère que contre la lutte de la classe prolétarienne.

Tout capitaliste doit faire face à la fois à la concurrence des autres capitalistes et à ses propres prolétaires, dans la mesure où ceux-ci s'engagent dans la lutte pour exiger des salaires plus élevés et des conditions de travail moins dures. La lutte des travailleurs contre les capitalistes est parallèle à la lutte concurrentielle que chaque capitaliste, et chaque État, mène contre les bourgeoisies étrangères. Mais pour que la lutte des travailleurs soit une **lutte de classe**, elle doit être menée avec des méthodes et des moyens de classe, et avec des objectifs exclusivement de défense des intérêts de la classe prolétarienne, donc des

méthodes, des moyens et des objectifs qui ne sont pas compatibles avec la paix sociale, avec le dialogue social, avec la collaboration entre les classes.

Au cours du développement historique du capitalisme, la classe ouvrière s'est elle aussi développée non seulement en tant que masse laborieuse, mais aussi en tant que classe organisée pour défendre ses intérêts. C'est pourquoi les capitalistes, en plus évidemment de compter sur la protection de l'État, ont tenté par tous les moyens de contrecarrer la force du prolétariat organisé, tant au niveau immédiat, par le biais des syndicats, qu'au niveau politique, par le biais de ses partis.

Dans la société capitaliste, la lutte des classes ne disparaît jamais ; elle peut atteindre son expression maximale à certains moments historiques, comme dans les situations révolutionnaires où le prolétariat unit ses forces en étant dirigé par son parti de classe ; ou elle peut rester, y compris pendant des décennies - comme cela a été le cas au siècle dernier - dans un cadre substantiellement contrôlé par la bourgeoisie. La bourgeoisie exerce ce contrôle sous différentes formes : en accroissant la concurrence entre les prolétaires, en utilisant la répression directe dans l'usine, en recourant à la répression étatique par le biais de la justice et de la police, en soudoyant les syndicalistes et les hommes politiques, en licenciant les travailleurs les plus combattifs, en délocalisant, en fermant les entreprises qui ne sont plus suffisamment «productives» par rapport au marché ou tout simplement parce qu'elles ont fait faillite.

A partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, la politique de **collaboration de classe** des syndicats reconstitués après la phase fasciste du syndicat unique, et des partis soi-disant socialistes et communistes, n'était plus un fait épisodique ou concernant un secteur particulier de la production, mais était **institutionnalisée**, valide donc pour l'ensemble du système économique, prévoyant ainsi la régulation de tous les rapports sociaux entre la bourgeoisie et le prolétariat. Et ce beau résultat de la démocratie post-fasciste elle le doit précisément au fascisme, qui a introduit pour la première fois la collaboration de classe entre capitalistes et prolétaires par le biais de corporations comme seule base reconnue pour les rapports entre prolétaires et capitalistes, tant dans le secteur économique du capital privé que du capital public.

D'autre part, le développement du capitalisme sous sa forme impérialiste, avec la création d'énormes monopoles, de trusts et de sociétés multinationales, dont les intérêts transcendent les sphères nationales dans lesquelles le capitalisme s'est développé, a imposé la nécessité d'universaliser la méthode de négociation entre les entreprises et la force de travail et de l'institutionnaliser par le biais de lois étatiques qui rendraient l'administration de la force de travail plus

facile et réglementée à l'avance. Et en effet, la collaboration de classe institutionnalisée n'est plus un cas «italien» ou «allemand», mais concerne tous les pays capitalistes.

La défaite de la cause prolétarienne – une cause historique qui ne peut être que révolutionnaire et mondiale – est principalement due à la dégénérescence des partis prolétariens et des syndicats ouvriers qui s'est produite dans les années 1920 et qui, de la défense exclusive des intérêts de la classe prolétarienne, tant sur le terrain politique immédiat que général, sont passés à la défense des intérêts de la classe bourgeoise.

Alors que le capitalisme, sous sa forme impérialiste, a progressé en centralisant le pouvoir dans quelques monstres étatiques représentant les centrales impérialistes mondiales, le prolétariat – du point de vue de ses intérêts de classe tant au niveau national que mondial – a reculé : il a perdu sa force de classe parce qu'il a embrassé l'illusion petite-bourgeoise qu'il pouvait parvenir à un système social où chaque classe sociale, chaque couche sociale pourrait satisfaire ses besoins sans passer par la lutte **de classe**, c'est-à-dire sans emprunter la voie de la révolution anti-bourgeoise et, par conséquent, anticapitaliste. Cette illusion ne tombe pas du ciel, mais découle des relations sociales qui caractérisent cette société et qui sont imprégnées de l'idéologie démocratique bourgeoise selon laquelle chaque individu naît avec des droits égaux et des chances égales de se développer et d'améliorer sa situation personnelle ; idéologie selon laquelle nous sommes tous des **citoyens** responsables devant un État qui reconnaît et représente la souveraineté du **peuple**, une souveraineté protégée par des lois «égales pour tous». Que tout cela soit un ramassis de mensonges est démontré tous les jours ; sinon, il n'y aurait pas dans le monde un groupe de milliardaires s'emparant systématiquement de la plupart des richesses de la planète alors que et des milliards de prolétaires meurent de faim ; il n'y aurait pas de guerres entre États et factions bourgeoises pour se dominer les uns les autres afin d'obtenir plus de pouvoir et de meilleures chances de s'emparer de territoires économiques, d'affaires et de masses prolétariennes à exploiter.

L'économie capitaliste repose sur une loi fondamentale selon laquelle le capital doit exploiter le travail salarié : plus il l'exploite, plus il gagne de la plus-value et plus il valorise le capital investi. Sans le travail salarié, le capital mourrait, sans plier les salariés aux exigences de sa propre valorisation (c'est-à-dire de sa propre augmentation), il n'aurait aucune raison de vivre. De même que la bourgeoisie ne peut échapper à cette loi, le prolétariat ne peut y échapper non plus. L'intérêt de la bourgeoisie est de maintenir ce système en vie, l'intérêt du prolétariat est de s'émanciper de ce système

; les deux intérêts s'affrontent en permanence, non par la volonté de l'une ou l'autre classe, mais parce qu'ils sont antagonistes, et ce depuis que le mode de production capitaliste s'est historiquement imposé.

De quoi doit-il s'émanciper ? Du capitalisme, de la bourgeoisie qui l'écrase dans des conditions de dépendance absolue du travail salarié, qui a fait de lui l'esclave moderne. C'est le grand objectif historique que le prolétariat a annoncé avec ses luttes révolutionnaires en Europe en 1848, en 1871 avec la Commune de Paris, tout au long des deux premières décennies du 20ème siècle par la lutte contre la guerre, pendant et après la guerre, et, en 1917, avec la révolution victorieuse en Russie et avec les tentatives révolutionnaires en 1919-1920 en Hongrie, en Allemagne, et en 1927 en Chine.

Mais ces luttes ont été vaincues ; la bourgeoisie, bien que continuellement en guerre entre ses nations, bien qu'accumulant des crises économiques de plus en plus aiguës l'a emporté ; elle est toujours au pouvoir partout, dans tous les pays du monde, industrialisés et non industrialisés. Il semble invincible.

Mais l'histoire ne se fait pas dicter le calendrier des révolutions et des contre-révolutions par la volonté des bourgeoisies même les plus puissantes : la lutte des classes n'a été inventée ni par la bourgeoisie, ni par le prolétariat. Elle naît du développement des forces productives qui se heurtent aux formes de production qui, à un certain stade de développement, ne peuvent plus les contenir et limiter leur poussée objective. Certes, la bourgeoisie a tenté, tente et tentera de limiter ce développement parce qu'elle ne peut rien faire pour résoudre les crises qui affectent périodiquement et de plus en plus gravement son système économique et social, sinon détruire en partie les forces productives qu'elle a elle-même créées et développées. Mais elle les détruit pour pouvoir les renouveler à nouveau car son objectif est toujours de valoriser le capital, mécanisme qui - s'il n'est pas arrêté - réintroduira les conditions générales de nouvelles crises et de nouvelles destructions. Les forces productives modernes sont le capital et le prolétariat, l'un tente de limiter leur développement, l'autre, représentant le travail humain qui est à la base de la production sociale, est poussé à les développer de plus en plus : leur affrontement est inévitable. La solution ne peut être apportée par la classe bourgeoise, mais seulement par la classe productrice, la classe du prolétariat, par le moyen que l'histoire a exprimé depuis l'antiquité : la **révolution**. D'autre part, la bourgeoisie elle-même a été poussée à la révolution pour pouvoir développer librement les forces productives modernes qu'elle représentait, en renversant avec toute la violence nécessaire les formes de production féodales et asiatiques. Et depuis plus de cent cinquante ans, elle lutte contre la révolution qui, sous sa domination, a pris la figure du prolétariat.

La révolution est un processus historique, pas un acte, si violent soit-il, d'une journée ou d'une année. Et dans ce processus historique, pour qu'il conduise à la révolution, c'est la lutte des travailleurs qui doit se développer sur le terrain de l'affrontement entre les classes, un terrain qui au début est celui de la lutte pour la défense des intérêts économiques immédiats, mais que l'affrontement lui-même avec la bourgeoisie et son État élève au rang de lutte politique générale.

La dégénérescence des partis communistes et de l'Internationale communiste dans les années 1920 a ouvert la voie à la défaite générale du mouvement révolutionnaire prolétarien. Depuis lors, le prolétariat mondial a été repoussé en arrière d'un siècle entier. C'est pourquoi la bourgeoisie semble invincible. Mais la lutte ouvrière n'a pas cessé de se manifester, même derrière les illusions démocratiques et pacifistes.

Sans remonter aux luttes acharnées du ghetto de Varsovie en 1943, aux soulèvements de Berlin en 1953, ou de Budapest en 1956, il suffit de regarder la très longue série de luttes ouvrières qui ont surgi dans différentes parties du monde pour se rendre compte que le capitalisme n'est pas une source de prospérité et de paix, mais d'inégalité, d'exploitation, de misère, de crises et de guerres, contre lesquelles la classe prolétarienne n'a d'autre choix que de se battre, dans une lutte qui trouve cependant sur son chemin les forces syndicales et politiques du collaborationnisme interclassiste. Et c'est ce collaborationnisme qui est la cause de son impuissance.

Dans ces lointaines années 50, dans les années 60 et 70 qui ont ébranlé la paix sociale en France, en Italie, puis en Allemagne, et dans les années 80 en Grande-Bretagne, en Pologne et en Russie, les bourgeoisies dirigeantes ont utilisé tous les moyens du collaborationnisme traditionnel et du nouveau réformisme extraparlimentaire et «d'extrême gauche», y compris de «lutte armée», pour contenir la pression des masses laborieuses et saboter leurs actions de protestation et de grève afin de les ramener sur le terrain du dialogue social. Ainsi, aujourd'hui, dans la perspective d'un éventuel futur déclenchement de la guerre au niveau mondial, dont les premiers signes se sont manifestés au début des années 1990 avec les guerres en Yougoslavie et aujourd'hui, beaucoup plus dangereusement, avec la guerre en Ukraine, chaque bourgeoisie au pouvoir a renforcé sa propagande nationaliste en appelant son prolétariat à la cohésion nationale, à l'union sacrée, à la défense des valeurs de la civilisation occidentale. Rien de nouveau sous le soleil : c'est exactement la même propagande qui a déjà servi à la bourgeoisie à enrégimenter son prolétariat pour l'envoyer se faire massacrer à la guerre, de part et d'autre des fronts. Un nationalisme assaisonné de temps à autre des «revendications» les plus diverses, mais dont le but a

toujours été de servir de ciment entre les intérêts bourgeois et les intérêts prolétariens, intérêts qui, en réalité, sont toujours antagonistes, car si la bourgeoisie gagne aux guerres, les prolétaires y perdent la vie.

Il ne faut pas se cacher qu'aujourd'hui encore, le nationalisme, même s'il s'est affaibli avec le temps, continue d'exercer une influence décisive sur les masses prolétariennes. Chaque pays s'arme pour les conflits à venir et futurs, chaque parlement donne le feu vert à toute une série de mesures et de lois visant à restreindre le plus possible la liberté d'organisation, d'expression et de grève tant vantée. Et chaque force de collaboration de classe, syndicat ou parti, se charge de distraire les masses prolétariennes en les amenant sur le terrain d'un dialogue social impuissant, demandant aux puissances bourgeoises d'avoir pitié des travailleurs qui sont de plus en plus réduits à une vie de précarité et de misère.

Et lorsque les masses prolétariennes, comme ces derniers mois en France, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Allemagne, en République tchèque, en Turquie, au Venezuela, en Chine, en Espagne, à Cuba ou au Sri Lanka, en Italie ou en Iran, descendent dans la rue pour lutter contre la vie chère, contre les conditions sociales intolérables, contre la dégradation des conditions de travail, contre les réformes des retraites, contre les licenciements et le chômage, les syndicats dits «ouvriers» font alors entendre leur voix ; ils «exigent» que les capitaux ne soient plus investis dans l'industrie de l'armement mais sur le terrain social, ils menacent de grèves et de manifestations qu'aucune bourgeoisie ne craint aujourd'hui ; tandis que les partis dits «ouvriers» se plongent dans leurs magouilles de politiciens expérimentés pour saisir toutes les occasions de renforcer ou d'étendre leurs privilèges.

Cette bande est le premier grand obstacle que la classe prolétarienne trouve sur son chemin ; c'est la force sociale que chaque bourgeoisie lance contre elle pour l'affaiblir, la distraire, l'illusionner, détourner toute action que le prolétariat entreprend de façon autonome. Ce seul fait montre clairement que la bourgeoisie, en réalité, craint que les masses prolétariennes soient poussées sur la voie de la lutte des classes ; et elle les craint parce qu'elle sait, par expérience historique, que la force sociale du prolétariat peut devenir une formidable force de frappe à condition qu'elle devienne complètement **indépendante** de toutes les institutions et de tous les appareils bourgeois, à condition qu'elle donne à sa lutte le contenu de la défense **exclusive** des intérêts prolétariens et les méthodes et moyens de la lutte anticapitaliste, donc de la lutte de classe.

Les prolétaires n'ont pas à défendre une patrie qui n'est pas la leur et pour laquelle la bourgeoisie les envoie se faire massacrer à la guerre ; ils n'ont pas à défendre l'entreprise dans laquelle ils travaillent comme des esclaves ou l'économie

nationale qui alimente exclusivement les intérêts capitalistes, de même qu'ils n'ont pas à se battre contre les prolétaires d'autres nationalités, ni en tant qu'immigrés ni, encore moins, en tant qu'«ennemis de la patrie». Les ennemis principaux sont la bourgeoisie nationale et les bourgeoisies de tous les autres pays. Et le seul allié est le prolétariat des autres pays.

Le 1er mai, que la bourgeoisie et les collaborationnistes de tous bords ont transformé en «fête du travail», était un jour de lutte, de lutte anticapitaliste, de lutte anti-bourgeoise ; c'est ce qu'il doit redevenir si les prolétaires veulent rejeter la chape de nationalisme et de collaborationnisme qui les intoxique et revêtir les armes de leur véritable lutte de classe, la seule qui ouvrira la voie à la révolution contre la société d'oppressions, de crises économiques et sociales dévastatrices, de guerres.

Lutte pour la défense exclusive des intérêts du prolétariat et pour son organisation indépendante !

Les prolétaires n'ont pas de patrie !

Les prolétaires ont un monde à gagner !

25/04/2023

Parti communiste international

(Il comunista / Le prolétaire / Programme communiste / El programa comunista / El proletario / Proletarian)

**Soutenez la presse internationale du parti !
Souscrivez !**

- **«le prolétaire»** :
Journal bimestriel
- **«Programme comunista»** :
Revue théorique en français
- **«il comunista»** :
Journal bimestriel en italien
- **«el proletario»** :
Journal en espagnol
- **«el programa comunista»** :
Revue théorique en espagnol
- **«Suplemento Venezuela»**
al «programa comunista»
- **«Proletarian»** :
Supplément en anglais au «prolétaire»
- **«Communist Program»** :
Revue théorique en anglais.



Parti communiste international

<https://www.pcint.org>

leproletaire@pcint.org

Supplément au *Prolétaire* n° 548

Imp. Spéc. - 25/04/2023